

Nous sommes harcelés par l'islam en France, qui va faire campagne pour 2027 sur ce seul sujet ?

écrit par Christine Tasin et Jacques Lenormand | 6 août 2023





Harcèlements par l'islam. Reprenons l'initiative politique. Porter plainte contre l'islam ? Les juges sont capables de nous condamner pour discrimination religieuse comme ils ont failli le faire avec Houellebecq (l'islam est la religion la plus con) ou comme ils l'ont fait avec Christine Tasin, condamnée pour avoir rêvé qu'un jour on pourrait interdire toute visibilité de l'islam).

« *Nous avons toujours été un pays d'immigration et nous continuerons de l'être !* » tel est le mensonge du chef de l'Etat, doublé d'une menace et d'une trahison, proférés lors de sa récente visite à Nouméa.

Il s'agit d'un mensonge, car historiquement la France ne s'est ouverte à l'immigration que depuis 1850, ce qui ne

correspond pas au « toujours » balancé par ignorance et par bravade. Mais, surtout, la nature de cette immigration depuis près de 2 siècles était fondamentalement différente de celle qui est imposée à la France depuis une quarantaine d'années : elle ne comportait pas de musulmans. Depuis treize siècles, la France n'a jamais accepté, sauf depuis une quarantaine d'années, d'ouvrir ses frontières à l'islam qui, pourtant, est le seul à manifester sa volonté de nous détruire et de nous soumettre.

En effet, concernant l'islam, notre pays s'est constamment opposé aux agressions musulmanes (depuis Poitiers, 732) et c'est seulement depuis une petite quarantaine d'années que nos dirigeants trahissent notre nation.

Parmi toutes les procédures imaginables et possibles ou même impossibles que nous devons chercher pour mettre fin à la conquête musulmane de notre pays, tentons celle-ci.

Aux futures élections présidentielles nous voterons pour le candidat qui s'engage, une fois élu, à s'attaquer à l'islam, quelle que soit la façon légale qu'il aura trouvée. Nous ignorons si elle existe mais quelle que soit elle il faut le faire.

Porter plainte contre l'islam pour harcèlement ? Démontrer devant une Cour de justice spéciale la nocivité du véritable islam qui n'est pas une religion mais une armée de conquête inscrite dans ses textes et son ADN ? Organiser un symposium international pour faire connaître de tous l'ADN de l'islam avec les dernières découvertes sur l'imposture islamique que l'archéologie et l'épigraphie ont prouvées ces dernières années ? Organiser une des fameuses organisations citoyennes chères à Macron pour faire le point sur l'islam et la nocivité de ses oeuvres en France ? Imposer, en France, des Corans d'où les versets misogynes, homophobes,

anti-juifs, anti-chrétiens, anti-mécréants... soient interdits et disparus (nous savons, il ne resterait plus grand-chose d'autre que les versets abrogés...) ?

Naturellement la première chose à faire serait de sortir de l'UE, brutalement ou légalement, pour retrouver notre souveraineté et notre liberté absolue de pouvoir appliquer en France la Déclaration des Droits de l'Homme **ET** du citoyen.

Si un candidat peut se lancer avant l'élection, c'est-à-dire dès maintenant ou durant la campagne officielle préparatoire à l'élection, ce serait encore mieux et nous serons immédiatement de son côté de façon inconditionnelle.

On s'en fout que ce candidat soit étiqueté de gauche, de droite, d'extrême-ecici ou cela, du centre, de nulle part ou d'ailleurs. Même si c'est le Diable. Nous voulons juste que la France mette un point final au harcèlement dont elle est victime de la part de l'islam.

On a beau dire et démontrer que cela fait 14 siècles que l'islam n'est plus une religion (il a pu l'être, sous forme de secte d'inspiration judaïque, de 610 à 622, date à laquelle il a changé de nature pour devenir une armée. Car cette organisation d'abord religieuse est devenue alors une armée organisée, développant une politique expansionniste violente, tout en conservant son camouflage avantageux de religion). On a beau dire et démontrer que l'idéologie islamique est antidémocratique et incompatible avec la République. On a beau dire et démontrer que, au moins sur le papier, tout musulman est tenu toute sa vie au devoir de conquête par ses textes sacrés (nous devons le libérer, au moins en France, de ces obligations archaïques) et que pour lui la charia ou loi de l'islam prévaut sur toute autre loi humaine, qu'il ne peut donc pas, en principe, tant qu'il reste musulman, placer la charia en dessous des lois du pays d'accueil.

On a beau dire que l'immigration en France est à 80 % musulmane et cause d'un déséquilibre portant tort aux Français. On a beau dire et reconnaître que « la première religion carcérale en France est l'islam ».

On a beau dire que les Français n'en peuvent plus de ce « vivre ensemble » imposé, impossible et non souhaitable, qui les rabaisse, les déclasse, les appauvrit, les ensauvage et les décivilise.

On a beau dire et répéter que l'islam n'est pas réformable, puisqu'on ne réforme pas Dieu, mais que cette loi et cette politique archaïque est à prendre ou à laisser.

On a beau dire que cela suffit : on a beau le dire, le répéter et le démontrer, rien n'est fait contre l'avancée de l'islam en France. Pire : « nous continuerons cette immigration » lance, provoquant, le chef de l'Etat.

Quelles sont donc nos actions possibles pour contrer l'islam en France ?

Nous n'avons pas à nous occuper de l'islam hors de l'Hexagone. Les autres pays nous rejoindront dans notre combat national et franco-français s'ils le souhaitent. Les départements, entités et "Territoires d'Outre-Mer" réfléchiront chacun de leur côté et prendront leurs décisions particulières pour ce qui les concerne l'un après l'autre. **Nous ne voulons mettre en branle que la riposte métropolitaine à l'islam. L'islam est légal et a les mêmes droits que les autres religions en France, d'accord, mais s'il est reconnu officiellement qu'il détruit la France on doit pouvoir l'obliger à changer des choses, incompatibles avec nos fondamentaux.**

Actuellement on nous oblige à subir des horreurs islamiques sous prétexte que l'islam serait une religion à respecter mais on ne pourrait pas obliger les auteurs d'horreurs islamiques à quitter notre pays ou à changer leurs règles

pour respecter notre constitution et nos droits ?

Le harcèlement, en France est un délit. Il s'adapte à toutes les formes des activités humaines pour s'attaquer aux victimes désignées : le harcèlement est scolaire, sexuel, sur les réseaux sociaux, par téléphone, mielleux ou violent et sanglant, rapide ou lent, il s'insinue comme une anguille ou frappe comme l'éclair. Comme le harcèlement, l'islam n'a pas manqué de prendre toutes ces formes pour fatiguer et user les Français. Depuis une quarantaine d'années, l'islam s'est insinué partout, dans toutes les structures de notre société, en tous lieux où l'occasion de ramper se présente ; puis il se dresse quand il le juge possible, devient exigeant et il impose sa présence et ses revendications.

Trop de guerriers de l'islam nous harcèlent au nom de leurs textes sacrés, forts de leur impunité, de leur « droit de religion » reconnu par nos juges : par leur tribalisme et l'imposition de leurs lois archaïques primitives ; par leurs tenues vestimentaires provocantes et insultantes, qu'ils utilisent comme des uniformes militaires et comme étendards de leur armée qui est déjà trop bien implantée en France ; par leurs panneaux halal marquant le territoire urbain et commercial déjà conquis ; par leurs mosquées dans lesquelles le devoir de conquête est ressassé aux fidèles, et qui sont autant de marques du territoire déjà englobé par eux dans les Terres d'islam ; par leurs fêtes et commémorations s'imposant dans le calendrier national ; par leur transmission effrénée du coran qui exige la conquête des pays convoités ; par leur diffusion et transmissions des appels coraniques de l'armée musulmane à la haine, à la guerre, à la violence ; par leur communautarisme menant au séparatisme et à la partition de notre pays ; par leur haine de la France et des Français qui résistent ; par leur refus de la laïcité qu'ils confondent avec de l'athéisme que leurs

textes sacrés condamnent également ; par leurs accusations de colonialisme ; par leurs accusations de racisme, de racialisme, de suprémacisme blanc ou d'islamophobie ; par leur prétendue supériorité parce que le dieu créateur de l'Univers les aurait choisis pour dominer le monde ; par leur volonté de remplacer notre civilisation par leurs choix politiques et sociétaux opposés aux nôtres; de mille façons ininterrompues jour après jour ils nous harcèlent. Ces agressions sont vécues par les Français non-musulmans comme autant de souffrances ; elles sont également la cause de la destruction de notre identité, de la décadence de notre civilisation et de la fin de notre paix civile en France.

Régulièrement, des prédicateurs musulmans appellent à conquérir notre pays, à obliger les nôtres à suivre et appliquer les préceptes coraniques, à adorer Mahomet le pédophile. Le dernier en date est *Salman Husaini El-Nadwi* qui veut imposer le Califat mondial :

<https://resistancerepublicaine.com/2023/08/06/un-erudit-islamique-engagez-vous-dans-le-djihad-pour-convertir-leurope-et-les-etats-unis/>

Tous ces prédicateurs qui louchent sur l'Europe et notamment sur la France ne font que répéter sous une autre forme ce que Boumédiène est réputé avoir déclaré à l'ONU en 1974, sans que jamais le monde musulman ne l'ait démenti, au contraire :

« Un jour, des millions d'hommes quitteront l'hémisphère Sud pour aller dans l'hémisphère Nord. Et ils n'iront pas là-bas en tant qu'amis. Parce qu'ils iront là-bas pour le conquérir. Et ils le conquerront avec leurs fils. Le ventre de nos femmes nous donnera la victoire. »

Voilà les actes d'accusation dont nous réclamons justice et réparation

Nos ennuis, toujours pareils avec l'islam, durent depuis 14

siècles ! 14 siècles d'agressions, de guerres offensives ininterrompues ! Intentons enfin un procès en bonne et due forme pour harcèlement ou autre raison légale à cet islam maudit, puisqu'on ne peut pas l'écraser physiquement. Le droit doit être avec nous in fine. Mais pour cela il nous faut un vrai combattant politique qui prenne cela en main.

De plus, ce sera une excellente occasion d'ouvrir les yeux de nos compatriotes sur la véritable nature de l'islam.

Jusqu'à maintenant, nos dirigeants et de nombreux Français ont été entraînés à considérer l'islam comme une religion qu'il faudrait accepter et respecter comme le christianisme et le judaïsme, or nos articles sur les avancées scientifiques sur l'islam ont largement prouvé que ce qui est appelé islam actuellement n'a rien à voir avec le véritable islam des origines, corrompu et modifié par une armée de conquérants fous, 40 ans après la mort du véritable fondateur du véritable islam et qui ne s'appelait pas Mahomet. C'est une erreur. Cette erreur, à force de répétition, est devenue aujourd'hui une faute.

Si des adorateurs d'Allah veulent pratiquer un culte à leur dieu en France, nous ne nous y opposerons pas, nous respecterons leur droit. Une mystique, un culte, des rites et des pratiques religieuses soumises à la laïcité telle que notre pays l'a définie et conçue, sont parfaitement possibles et acceptables. Contrairement à l'islam actuel, corrompu par rapport à ses origines, qui, lui, s'oppose à la laïcité et aux lois républicaines.

Les adeptes de ce culte à Allah en France doivent donc trouver un autre nom que "islam" pour désigner leur culte ou religion. Le candidat à la présidence de la République que nous soutiendrons doit s'engager à faire disparaître, d'une façon ou d'une autre, l'islam actuel en France mais à respecter les droits de la « religion dédiée à Allah » qui devrait porter un autre nom que « islam », définitivement

entaché de morts, de conquêtes, de pédophilie, de misogynie, d'assassinats...

Rappelons-nous que le nom de « chrétiens » n'a pas été choisi par les disciples de Jésus pour se désigner eux-mêmes, mais qu'il leur a été appliqué en tant que sobriquet, à Antioche. Ils ne s'en sont pas offusqués, n'ont pas utilisé la violence pour se venger des auteurs de ce sobriquet qui se voulait insultant, ont continué leur parcours non-violent, et l'histoire leur a donné raison.

L'Histoire des peuples et des religions fourmille d'exemples de groupes humains qui ont changé de nom, volontairement ou par décision politique, et qui ont pris leur place dans l'épopée humaine. La France de notre époque est confrontée à une attaque sans précédent, les guerriers de l'islam utilisant la stratégie des Frères musulmans ultra efficace. La riposte doit être foudroyante, définitive et immédiate. Or, elle ne peut être que politique et judiciaire.

En Justice, nous pourrions accuser l'islam de non-respect de la laïcité, de harcèlement des Français, de son camouflage en religion, de son incompatibilité avec nos lois républicaines, de trouble à l'ordre public, d'appauvrissement des Français, de décivilisation et d'ensauvagement de notre société. Ce procès serait-il légal en France ? Nous allons consulter nos avocats.

Qui, parmi les futurs candidats à la présidentielle, va dégainer le premier et mettre le sujet « islam » sur le tapis ? Nous soutiendrons ce candidat. Fais-toi connaître, camarade ! Et si vous êtes plusieurs, tant mieux ! Le meilleur produit sortira de cette concurrence pour la bonne cause. Nous vous soutiendrons jusqu'à la victoire du plus performant.

////////////////////////////////////

Nous avons certainement oublié ou négligé d'autres griefs

contre l'islam en France. Il y a d'autres accusations que celles énoncées ci-dessus : ajoutez les vôtres. Lorsque le moment sera venu nous enverrons la liste complète de ces griefs et de ces accusations, ainsi que notre promesse de soutien, aux candidats qui s'engageront à mettre l'islam en cause et à tout faire pour débarrasser notre pays des vestiges préhistoriques d'une armée de conquête née 40 après la mort du vrai fondateur de l'islam dont l'histoire n'a pas retenu le nom et qui ne s'appelait pas Mohamed...